



Affaire polonaise
Les secrets
d'une offensive



Présidence française
Macron au service
de Macron

3^e TRIMESTRE 2021 | NUMÉRO 5

VU D'EUROPE

Le magazine de la délégation française du Groupe *Identité et Démocratie*



UE-Joe Biden

Le pacte de soumission

**Comment l'UE appelle les États-Unis
à une croisade contre le "populisme"**



IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE



SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE LA DÉLÉGATION
RASSEMBLEMENT NATIONAL
DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

ID-FRANCE.EU



Révéléteur polonais et sursaut national

Jérôme Rivière. *Président de la Délégation française
du Groupe ID au Parlement européen*

Voilà donc la Pologne menacée peu ou prou par la Commission d'exclusion de l'UE pour avoir rappelé qu'en dehors des traités, ses lois priment sur les textes de l'Union européenne. Certes, il y a dans le concert de réactions outragées des européistes une volonté toute particulière de brutaliser un pays "coupable" de "dérive conservatrice", en matière, notamment, de protection de ses frontières et d'attachement à la politique familiale nationale (*lire page 22*).

Pour autant, cette offensive aussi hallucinante que concertée, venue de Bruxelles, témoigne d'une vérité soigneusement occultée : alors que ces mêmes européistes nous juraient, la main sur le drapeau, qu'il n'en était rien, ils tentent bien d'imposer à nos souverainetés nationales une souveraineté européenne. Et malheur à ceux qui continueraient, dans les faits et pas seulement dans les mots, à se prévaloir de la Nation !



JULIETTE PAVY / LE FIGARO

Cela n'est évidemment pas une découverte. Voilà des années que seuls contre tous, ou presque, nous n'avons cessé de l'affirmer. Pour nombre d'Européens et de Français dupés et trompés, "l'affaire polonaise" n'en prend pas moins valeur de révélateur.

En réagissant comme ils l'ont fait, les européistes à la solde de la technocratie de Bruxelles se sont en effet trahis.

Eux qui n'ont jamais cessé, notamment en période d'élections, de revendiquer la pseudo-souveraineté de leurs pays, arguant que celle-ci n'était pas incompatible avec l'esprit et les lois de l'UE, voire même s'en trouvait renforcée (*sic*), ont fait aujourd'hui tomber le masque : ils

veulent cacher le drapeau national sous un pouvoir supranational.

Nul ne sait quelle suite sera donnée par l'Union européenne à ce rappel du droit par la Pologne. Une certitude : il y aura un avant et un après 17 octobre 2021 – date de l'arrêt du tribunal constitutionnel de Varsovie, et du début de la polémique.

Les Français, qui ne sont que ... 4 % à se considérer « plus Européens que Français » (*lire page 19*) – ne peuvent plus l'ignorer : à l'instar de la Pologne, et de l'ensemble des 27 pays membres, l'UE veut nous transformer de souverains en suzerains. C'est l'UE qui dicte.

Beaucoup se croyaient encore naïvement prémunis. Ils se découvrent soumis.

Puisse ce révélateur polonais se transformer en prise de conscience collective, tremplin nécessaire à notre indispensable sursaut national. ●

*Alors que les européistes
nous juraient qu'il n'en était
rien, ils tentent bien d'imposer
à nos souverainetés
une souveraineté européenne.*



VU D'EUROPE

**L'ÉMISSION DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE ID**

À retrouver tous les 15 jours sur les réseaux sociaux de vos députés français
au Parlement européen et de la Délégation française du Groupe ID

ID-FRANCE.EU



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**



Migrants clandestins : la Lituanie montre la voie

Nicolas Bay. *Premier vice-président du Groupe ID
au Parlement européen*

Même sur les rives de la Baltique, les migrants viennent réclamer l'asile. Des Irakiens, Syriens et Afghans sont envoyés en avion, avec l'aide de la Turquie, jusqu'en Biélorussie où le président Alexandre Loukachenko les achemine vers la frontière pour faire pression sur ses voisins, la Pologne et la Lituanie.

Ce genre d'agression, dite "menace hybride", reproduit un schéma désormais bien connu. En Turquie, le sultan Erdogan l'applique contre la Grèce et menace l'Europe d'une « invasion » pour poursuivre son racket qui nous a déjà coûté plusieurs milliards d'euros. La lâcheté de Bruxelles et de nos dirigeants est légendaire : ils ne résistent jamais et payent toujours.

Les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla ont, elles aussi, été menacées de la sorte. À la suite d'un conflit politique, Rabat a envoyé en guise de représailles près de 10 000 migrants prendre la frontière d'assaut. À chaque fois, il s'agit de jeunes hommes qui essayent d'abuser de notre système d'asile laxiste.

L'attaque sur Ceuta et Melilla était d'ailleurs si inquiétante que la Cour européenne des droits de l'homme, pourtant particulièrement laxiste au sujet des migrants, a rendu un arrêt fondamental : en cas d'arrivée massive



GRUPE ID
IDENTITÉ & DÉMOCRATIE 2019

de clandestins n'ayant pas officiellement rempli de demande d'asile avant de pénétrer sur le sol européen, le refoulement est autorisé. La Lituanie en a courageusement pris acte et, pour protéger sa population et ses frontières, voté des mesures extrêmement fermes.

Vilnius a tout d'abord autorisé ces refoulements. Elle a ensuite voté une loi permettant la détention pendant six mois de tout migrant interpellé en train de franchir illégalement la frontière. La Lituanie a enfin décidé la construction d'une clôture, une initiative soutenue financièrement et politiquement par la Tchéquie et le Danemark. Ces mesures sont d'abord efficaces car dissuasives ; elles sont de plus très concrètes.

Les murs et clôtures érigés en Hongrie, en Israël ou aux États-Unis par exemple permettent de contrôler les flux avec des points de passage désignés. Si les papiers ne sont pas en règle, si la demande d'asile n'a pas été conformément remplie, le passage est interdit. Et si certains parviennent à frauder, ils iront en prison.

Les migrants savent désormais qu'ils n'ont aucune chance et sont de moins en moins nombreux à tenter leur chance. Ils ne fuient pas la guerre – ce qui, au passage, n'est absolument pas en soi un critère d'éligibilité au statut de réfugié selon la convention de Genève – mais viennent pour des motifs économiques. S'ils étaient véritablement désespérés et menacés, ils viendraient malgré tout.

Les dirigeants européens sont de plus en plus lucides. La semaine dernière, douze États membres ont demandé à Bruxelles de financer des clôtures aux frontières extérieures de l'UE. La Commission européenne serait bien inspirée de réviser son projet de "pacte pour la migration et l'asile" afin de transformer l'Europe passoire en Europe forteresse. La Lituanie montre la voie. ●

*Des mesures courageuses
pour protéger ses frontières*



MATHILDE ANDROUËT

✉ mathilde.androuet@europarl.europa.eu
🐦 @MAndrouet
📘 @MathildeAndrouet



JORDAN BARDELLA

✉ jordan.bardella@europarl.europa.eu
🐦 @J_Bardella
📘 @JordanBardella



NICOLAS BAY

✉ nicolas.bay@europarl.europa.eu
🐦 @NicolasBay_
📘 @NicolasBayFN



AURÉLIA BEIGNEUX

✉ aurelia.beigneux@europarl.europa.eu
🐦 @AureliaBeigneux
📘 @abeigneux



DOMINIQUE BILDE

✉ dominique.bilde@europarl.europa.eu
🐦 @DominiqueBilde
📘 @dominiquebilde



ANNIKA BRUNA

✉ annika.bruna@europarl.europa.eu
🐦 @annikabrunaUE
📘 @annikabrunaE



GILBERT COLLARD

✉ gilbert.collard@europarl.europa.eu
🐦 @GilbertCollard
📘 @collard.officiel



JEAN-PAUL GARRAUD

✉ jean-paul.garraud@europarl.europa.eu
🐦 @JPGarraud
📘 @jpgarraud



CATHERINE GRISET

✉ catherine.griset@europarl.europa.eu
🐦 @GrisetCatherine
📘 @CatherineGriset.RN



JEAN-FRANÇOIS JALKH

✉ jean-francois.jalkh@europarl.europa.eu
🐦 @JFJalkh
📘 @jfjalkh



FRANCE JAMET

✉ france.jamet@europarl.europa.eu
🐦 @FranceJamet
📘 @JametFrance



VIRGINIE JORON

✉ virginie.joron@europarl.europa.eu
🐦 @v_joron
📘 @virginiejoronrn



HERVÉ JUVIN

✉ herve.juvin@europarl.europa.eu
🐦 @HerveJuvin
📘 @hervejuvinofficiel



JEAN-LIN LACAPELLE

✉ jean-lin.lacapelle@europarl.europa.eu
🐦 @jllacapelle
📘 @jeanlin.lacapelle



HÉLÈNE LAPORTE

✉ helene.laporte@europarl.europa.eu
🐦 @HeleneLaporteRN
📘 @HeleneLaporteRN



GILLES LEBRETON

✉ gilles.lebreton@europarl.europa.eu
🐦 @Gilles_Lebreton
📘 @gilleslebreton.fn



JULIE LECHANTEUX

✉ julie.lechanteux@europarl.europa.eu
🐦 @JLechanteux
📘 @jlechanteux



THIERRY MARIANI

✉ thierry.mariani@europarl.europa.eu
🐦 @ThierryMARIANI
📘 @ThierryMariani



JOËLLE MÉLIN

✉ joelle.melin@europarl.europa.eu
🐦 @JoelleMelinRN
📘 @joellemelinRN



PHILIPPE OLIVIER

✉ philippe.olivier@europarl.europa.eu
🐦 @PhOlivierRN
📘 @PhilippeOlivierRN



MAXETTE PIRBAKAS

✉ maxette.pirbakas@europarl.europa.eu
🐦 @MaxettePirbakas
📘 @PirbakasMaxette



JÉRÔME RIVIÈRE

✉ jerome.riviere@europarl.europa.eu
🐦 @jerome_riviere
📘 @JeromeRiviere.RN



ANDRÉ ROUGÉ

✉ andre.rouge@europarl.europa.eu
🐦 @AndreRougeOff



ÉDITOS

- Jérôme Rivière :**
Révélateur polonais et sursaut national 3
- Nicolas Bay :** *Migrants clandestins :
la Lituanie montre la voie* 5

DÉPUTÉS EN POINTE

- Faux réfugiés afghans, le risque islamiste* 8
- Sauvons la filière lavande !* 9
- Aides au développement vertigineuses* 9
- Islamisme, le constat franco-allemand* 10



À LA UNE

- Quand l'UE appelle Biden
à une croisade antipopuliste...* 12
- Affaire des sous-marins,
la trahison de Biden* 16
- Notre ami le "sheriff"...* 16



20

ACTUALITÉ

- Les Français et l'UE,
la grande désillusion* 18
- Sahel, la France et l'Europe piégées* 20
- Pologne, le double discours de l'UE* 22
- PFUE, Macron au service de Macron* 23

TRIBUNES

- Maxette Pirbakas :**
*Protégeons notre agriculture
ultramarine !* 24
- Philippe Olivier :**
*Coût faramineux de l'immigration,
pourquoi nous le cacher ?* 25
- France Jamet :**
Nos pêcheurs trahis par les eurocrates 26
- Hervé Juvin :**
*Faire face à la nouvelle
concurrence américaine* 27

ENTRE NOUS

- Mon questionnaire de Proust
par Aurélie Beigneux* 28
- Mon questionnaire de Proust
par Thierry Mariani* 29

LU POUR VOUS

30

Édité par la Délégation française du Groupe Identité et Démocratie au Parlement européen.

Directeur de la publication : Laurent Husser

Imprimeur : Agence Unanime

Crédits de couverture : Kenzo Tribouillard /AFP – John Thys/AP/SIPA

Le carton rouge

À l'Australie ; selon Mathilde Androuet, la résiliation de ce pays, aux ordres des États-Unis, du contrat d'achat de douze sous-marins à la France (lire page 16), doit entraîner la remise en cause de son accord de libre-échange avec l'UE négocié depuis 2018.

« Les institutions européennes se doivent d'être un rempart pour



les nations qui la composent, rappelle-t-elle dans un communiqué.

Aux récriminations régulièrement portées sur ces accords commerciaux anti-écologiques et souvent contraires aux intérêts économiques des nations européennes, s'ajouterait le récent irrespect de l'Australie à l'égard de la France, membre fondateur de l'Union européenne devant en assurer la présidence très prochainement. »

Faux réfugiés afghans, le risque islamiste



Intervenant au Parlement européen, **Jordan Bardella** a souligné que « nous ne savons rien de ces Afghans évacués de Kaboul que nous installons chez nous par milliers. » Alors que l'UE est déterminée à leur ouvrir grand les portes, le risque est grand, en effet, que figurent parmi eux des individus radicalisés. « Notre hospitalité est utilisée contre notre pays par nos ennemis ; il est temps de dire que nous affichons complet pour préférer la sécurité des nôtres », affirme l'eurodéputé. Lequel prône « l'instauration de camps humanitaires sécurisés », dans les « pays voisins » de l'Afghanistan. ●

Sursaut ou chaos

En plus de son cahier consacré au Sahel (lire page 20), **Dominique Bilde** a publié une « carte blanche » sur le sujet à l'occasion du renversement du gouvernement afghan, rebattant les cartes dans cette région d'Afrique. « L'UE sera naturellement aux premières loges d'une nouvelle vague



migratoire, d'autant plus insoluble que les taux de retour des recalés africains du droit d'asile sont déjà très faibles », déclare-t-elle notamment. Prédissant qu'« à défaut d'un sursaut rapide des gouvernements et peuples européens », « le Sahel risque d'être la crise de trop ».

Défense des animaux

Ardente défenseuse de la cause animale, **Annika Bruna** plaide en faveur du vote d'une résolution visant à accélérer « le passage à une



innovation sans recours aux animaux dans la recherche, les essais réglementaires et l'enseignement ». Et l'eurodéputée d'ajouter : « Ce texte, qui n'a pas valeur normative, doit maintenant se traduire par des propositions du Conseil et de la Commission. J'exhorte à mon tour ces deux institutions à agir au plus vite pour remplacer les expériences sur les animaux par les alternatives modernes et plus fiables qui sont déjà disponibles. »



Sauvons la filière lavande !

Soucieuse du devenir de la filière lavande, **Julie Lechanteux** a posé une question écrite à la Commission à la suite de la publication de sa « *Stratégie pour la durabilité des produits chimiques* ». « *La Commission entend-elle prendre en compte la spécificité des produits naturels en général et des huiles*

essentiels de lavande en particulier ? », interroge-t-elle. En raison de ce projet de révision normative, des produits naturels comme la lavande risquent en effet de se retrouver sur la liste noire des... produits dangereux ! Et l'élue de prévenir : « *C'est un savoir-faire ancien qu'une approche bureaucratique déconnectée de toute réalité menace.* » ●

Outre-mer, amendements censurés

André Rougé et le Groupe ID se sont absentés sur le rapport du député Stéphane Bijoux sur les régions ultrapériphériques (RUP). « *Il s'agit d'un catalogue fourre-tout*

qui ne prend pas en compte les véritables enjeux de l'Outre-mer, a expliqué l'eurodéputé dans une vidéo. Mes amendements



concernant la prise en compte par l'UE de la crise sanitaire et environnementale des algues sargasses aux Antilles, du chlordécone, de l'accès à l'eau courante à Mayotte, en Martinique et en Guadeloupe, n'ont pas été consultés, uniquement parce qu'ils émanent du Rassemblement National. »

Le chiffre

277

C'est par ce chiffre qu'a été multiplié, depuis quatre ans, le nombre de migrants traversant ou tentant de traverser la Manche, de la France au Royaume-Uni.

Une explosion dénoncée, en réunion du Groupe ID, par Jean-Paul Garraud : « rien que pour les neuf premiers mois de 2021, ces clandestins sont 13 000, contre 47 pour toute l'année 2017, soit près de 277 fois plus. »

En cause, notamment, le laxisme de la France en tant qu'État membre, laquelle s'est contentée d'« appeler à l'aide Frontex, l'agence



de garde-frontières et de garde-côtes de Bruxelles. » Et l'eurodéputé de le rappeler : « seules la maîtrise des frontières et l'expulsion des clandestins illégaux peuvent remédier à cette situation. »

Le mot

Masochisme

C'est l'expression utilisée par Catherine Griset pour dénoncer la loi européenne sur le climat. « Le masochisme de l'UE, a-t-elle déclaré, la pousse à vouloir sauver le monde, à être la "chef de file" d'un combat qu'elle est la seule à mener, au lieu de défendre les intérêts de ses citoyens ;



à sacrifier notre industrie, nos emplois, notre indépendance énergétique, à mobiliser des sommes colossales au profit d'objectifs climatiques insuffisamment étayés et de nos concurrents internationaux. » L'eurodéputée met également en garde sur « cette loi, anti-Gilets jaunes, qui va entraîner plus de taxes et une augmentation de la facture énergétique, surtout pour les ménages les plus pauvres, dans un contexte de guerre aux moteurs thermiques. »

Aides au développement vertigineuses



Réaction de **Jean-Lin Lacapelle** au refus de la Gambie d'accepter ses ressortissants expulsés de l'UE : « *comme à son habitude, l'UE a réagi avec légèreté à cette provocation, envisageant seulement de rendre plus difficile l'acquisition de visa pour les ressortissants de Gambie* ». Et de rappeler la proposition du RN en pareil cas : « *mettre fin à toutes les aides financières que nous accordons aux États qui refusent de coopérer avec nous* ». Concernant la Gambie, ces aides (au développement) sont vertigineuses : « *plus de 300 millions d'euros entre 2014 et 2021, dont 18,5 millions en 2019 issus des caisses de l'État français !* ». ●

Agriculteurs et zones rurales

L'exode rural et le vieillissement des populations qui y vivent ont été longuement abordés par **Gilles Lebreton** en Commission AGRI. « *Si l'on veut améliorer durablement le sort de nos zones rurales, il faut renforcer notre agriculture, a-t-il expliqué. Cela doit passer non seulement*



par la nouvelle PAC, mais par un ensemble de politiques qui viseraient à la favoriser, notamment en luttant contre les importations massives de produits agricoles. » Objectif réitéré de l'eurodéputé : tout faire au sein de sa Commission « *pour que nos agriculteurs puissent vivre dignement de leur travail* ».

Usine du futur

Gâce à l'intelligence artificielle, l'usine du futur devient une réalité, notamment en Europe. **Joëlle Mélin** a publié une étude dans le cadre de la commission ITRE sur ce « *bouleversement*



majeur qui transforme les rapports entre producteur et consommateur, conception et production, homme et machine. » « *Comme toujours, écrit-elle, les nouvelles formes de création de richesse vont de pair avec un nouveau modèle économique, social, politique, territorial et environnemental. »* Objectif : « *Comprendre ce nouveau modèle et ses enjeux, préalable à la mise en œuvre de toutes les futures politiques publiques. »*

Islamisme, le constat franco-allemand

« **L**a soumission à l'Islam politique est totale » : c'est ainsi qu'a réagi **Jean-François Jalkh**, en réunion interne du Groupe ID, puis sur Twitter, à la décision de la ville allemande de Cologne d'autoriser tous les vendredis la diffusion publique d'appels à la prière du haut des minarets des mosquées. Une décision qui s'explique notamment, selon les élus allemands du groupe ID, ayant mis en garde leurs collègues français, par la présence de nombreux sièges d'associations islamistes, telle la turque *Milli Görüs*, particulièrement influente. ●



À la loupe

À la pointe de la défense des libertés, notamment sur les dossiers numériques, **Virginie Joron** a œuvré avec d'autres députés de diverses tendances dont les Français **Michèle Rivasi** (Verts) et **François-Xavier Bellamy** (PPE), afin de rencontrer le président du Parlement européen **Sassoli**. En effet, l'introduction du passeport sanitaire au sein de cette institution début novembre s'impose à tout le personnel et visiteurs. Sa mise en place pourrait présager son intégration dans le futur portefeuille d'identité numérique européen. Comme elle le rappelle : « cohérente avec nos positions de vote contre le pass sanitaire en France et au niveau européen (...) je refuse aussi la mise en place du pass sanitaire au sein du Parlement européen. Pas de plan discriminatoire, en France ou en Europe ! ».



Carte bleue de l'UE

Hélène Laporte s'est insurgée contre une nouvelle hérésie de l'UE : la création d'une carte bleue européenne, instaurant de nouvelles règles pour les immigrés "hautement qualifiés" souhaitant travailler en Europe. « Tout en feignant d'être responsable face à l'immigration



clandestine, l'UE prépare la venue d'une main d'œuvre qui concurrencera les travailleurs européens. Cette mesure s'inscrit dans la droite ligne du funeste Pacte pour l'Asile et la migration ! », a déclaré l'élue sur twitter.

Naïveté intéressée de l'UE

L'interview du directeur de Frontex, **Fabrice Leggeri**, mettant en garde contre certains pays tiers ne gérant pas leur immigration clandestine, n'a



pas manqué de faire réagir **Gilbert Collard**. « Enfin ! En voilà un qui dit ce que l'on répète depuis des années », a déclaré l'eurodéputé, estimant que le patron de l'agence de surveillance des frontières extérieures de l'UE « parle d'or » en mettant en garde « contre l'instrumentalisation de la question migratoire ». Car sur ce sujet, affirme Collard, « l'Europe se fait assassiner par sa naïveté intéressée ».

Quand l'UE appelle Biden à une croisade antipopuliste...

Document. Passé totalement inaperçu, un rapport de la Commission des affaires étrangères prône la soumission de l'UE au président américain, qui vient de casser notre "contrat du siècle" de vente de sous-marins à l'Australie. Et l'appelle à prendre la tête d'un nouvel ordre mondial. Avec, pour cible, les nationaux et patriotes.

Dès le début, le ton est donné. Banco! « *L'élection de Joe Biden et de Kamala Harris à la présidence et à la vice-présidence des États-Unis a créé de nouvelles possibilités* ». Dès lors, « *il est dans l'intérêt de l'Union européenne comme des États-Unis de saisir cette nouvelle occasion* ». Suivent 43 pages sur « *l'avenir des relations UE-États-Unis* » (rapport n°A9-0250/2021) alignant, tel une indigeste brochette, tous les poncifs de la volonté de subordination de l'Union européenne à cette "nouvelle Amérique" du président démocrate – jusqu'à, pour étayer ce "grand rapprochement", fondre sur le papier leurs deux PIB (40% du volume mondial).

En plus d'une déclaration d'amour à Oncle Joe, le texte du rapporteur croate (social-démocrate) de la Commission des affaires étrangères, Tonino Picula, résonne en effet, d'abord, comme un appel à se soumettre corps et âme – y compris via l'Otan (*lire encadré page 14*) – au "grand

frère" d'outre-Atlantique, désormais paré de toutes les vertus. Aveuglement ou complicité, le rapport a été voté début octobre à Strasbourg à l'écrasante majorité des élus européens – seul le Groupe ID, unanime, a voté contre.

Dorénavant, qu'on se le dise : plus l'épaisseur d'un papier à cigarette entre l'UE et les États-Unis ! Alors même que le nouveau président américain, sitôt élu, s'échinait en coulisse à "casser" la commande record de sous-marins français par l'Australie (*lire page 16*), son arrivée au pouvoir a été vécu comme l'équivalent

« *Endiguer la vague d'autoritarisme déferlant sur la planète* »





FRANCISCO SECO/AP/SIPA

du “grand soir” tant attendu par l’Union européenne, dont la publication de ce rapport, mélange d’incroyable naïveté et de sourde dangerosité, constitue le prolongement pratique.

Contrairement à Donald Trump, son prédécesseur honni, Biden, s’enthousiasme le texte, a promis – et il faut le croire! – de « renforcer (ses) relations avec l’Union européenne ». Annoncé en juin dernier lors de sa venue à Bruxelles, l’un de ses projets fait tout particulièrement tomber en pâmoison le rapporteur : l’organisation prochaine d’« un sommet pour la démocratie dans l’optique de prendre des engagements communs avec l’Union et d’autres démocraties pour consolider nos démocraties (...), promouvoir les valeurs universelles (...), tout en luttant

▲ **Ursula von der Leyen et Joe Biden lors du sommet UE-États-Unis de Bruxelles de juin 2021.**

contre l’autoritarisme et les violations des droits de l’homme dans le monde entier. »

Plus que le personnage Biden lui-même, ou son pays, c’est avant tout l’idéologie (supposée) de celui qui est vu d’abord comme le tombeur de l’“abominable” Trump qui fait aujourd’hui proposer à l’UE d’arrimer les 27 à la locomotive américaine pour se lancer ensemble, lui devant et elle derrière, dans ce qui se veut, clairement, une nouvelle croisade internationale.

Objectif : « l’endiguement de la vague d’autoritarisme qui déferle sur la planète » en mettant à mal « les règles et les valeurs démocratiques », lesquelles, insiste le texte, « sont remises en cause par l’autoritarisme agressif et le recul de la démocratie dans des pays tiers, ainsi qu’au sein même de » >>

» *l'Union et des États-Unis, par la montée en puissance de mouvements populistes antidémocratiques et d'extrême-droite.* »

Une plate-forme permanente entre l'Union et les États-Unis

Au-delà de la Chine, et surtout de la Russie de Vladimir Poutine, désignée ennemie publique numéro un (*lire encadré page de droite*), c'est donc l'ensemble des gouvernements et partis nationaux et souverainistes dans le monde – traduction, pour ceux qui n'auraient pas compris, de « *mouvements populistes, antidémocratiques et d'extrême-droite* » – qui se retrouve dans le viseur de cette « nouvelle croisade », pour le coup véritablement antidémocratique, prônée par le rapport.

Celui-ci s'attache, certes, à noyer sous des litres d'encre son véritable but. Évoque jusqu'à plus-soif la « *coopération transatlantique* » avec l'espoir d'un « *monde plus équitable et plus sain* ». Égrène, page après page, la défense de la « *liberté* », des « *droits de l'homme* », de « *l'État de droit* » et la « *concrétisation de l'égalité des sexes et de la lutte contre les discriminations* ». Réactive le projet ultra-libéral de « *création, dans le*

considérant que l'ordre international fondé sur des règles et les valeurs démocratiques sont remis en cause par l'autoritarisme agressif et le recul de la démocratie dans des pays tiers, ainsi qu'au sein même de l'Union et des États-Unis, par la montée en puissance de mouvements populistes antidémocratiques et d'extrême-droite;

demande un renforcement de l'engagement de l'Union et des États-Unis en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme dans le monde, ainsi que de la lutte contre la montée de l'autoritarisme et des régimes totalitaires; encourage l'élaboration d'une boîte à outils complète commune à l'Union et aux États-Unis pour lutter contre les violations des droits de l'homme;

▲ *Extraits du « rapport sur l'avenir des relations UE-États-Unis ».*

cadre de l'OMC, d'une coalition de partenaires partageant les mêmes idées », notamment celle de « s'attaquer aux subventions industrielles qui créent des distorsions, en particulier en ce qui concerne les entreprises publiques ». Soutient « l'innovation et les

« L'Otan, pilier de la sécurité européenne »

A lors que de plus en plus de voix s'élèvent en France, en Europe, et même aux États-Unis, pour remettre en cause le rôle et le fonctionnement de l'Otan, le rapport considère, au contraire, que « *l'Otan constitue le fondement de la défense collective de l'Europe et un pilier majeur de la sécurité européenne.* » « *En matière de sécurité et de défense* » en Europe, celle-ci, depuis l'élection de Biden, ne devrait plus agir qu'« *en étroite collaboration avec les États-Unis* » – dont le rapporteur se « *félicite* » de la « *décision (...) d'annuler le retrait des forces américaines de l'Union* ».

Appelant même à... « *renforcer sa présence militaire dans les États membres de l'Union* » ! Objectif ultime : la « *création d'un partenariat stratégique* » entre l'UE et l'Otan « *fondé sur l'action en faveur des libertés fondamentales que sont la démocratie, la liberté et la paix* ». Rien de moins, en clair, que la



mise sur orbite d'une alliance militaro-idéologique. Dont l'essentiel du coût sera supporté, de plus, par les contribuables européens... Concernant le rapport sur la politique de sécurité et de défense commune, portée par Nathalie Loiseau, qui vise à une politique européenne adossée à l'Otan, Jérôme Rivière l'a rappelé en commission sécurité et défense : « *Votre rapport, a-t-il déclaré, s'inscrit dans une politique qui ne sert pas nécessairement les intérêts de la France, puisque l'allié américain n'hésite pas, lui, à défendre les siens (...). Cette alliance est en fait aujourd'hui une soumission.* » **A. F.**

cette initiative pourrait permettre de définir un cap clair pour lutter contre le populisme et l'autoritarisme protéger les valeurs fondamentales en matière de démocratie et de droits de l'homme; propose que l'Union établisse avec les États-Unis une alliance transatlantique pour défendre la démocratie à l'échelle mondiale et élabore une boîte à outils pour la défense de la démocratie, qui devrait comprendre des actions conjointes en matière de sanctions.

technologies de pointe », le « dialogue spatial » sans oublier, bien sûr, « la lutte contre le terrorisme », « le vaccin pour tous », « la lutte contre le changement climatique », etc., etc.

Mais derrière cet inventaire à la Prévert de vœux pieux – pour certains incontestables –, c'est toujours, on l'a dit, le même objectif de "guerre idéologique" qui en constitue l'ADN.

Enquêtes internationales, nouvelles règles et sanctions

Avec, en ligne de mire, la désignation du même sempiternel ennemi à abattre : le « racisme », lequel, là encore – nouvelle explication de texte –, ne désigne rien d'autre que le camp patriote, privilégiant ses propres pays et peuples; voire même, simplement, le légitime maintien de l'ordre d'un État confronté à des émeutes urbaines, comme en témoigne cette stupéfiante « invite » à l'UE et aux États-Unis : prendre de concert « des mesures décisives afin de lutter contre le racisme systémique tel qu'il se manifeste dans les violences policières qui visent de manière disproportionnée les minorités ethniques et raciales, et contre les inégalités profondes qui donnent lieu à des manifestations pacifiques légitimes. »

La Russie, ennemie publique numéro un

Si « la force militaire de la Chine (a) fait entrer son système autoritaire de gouvernance en conflit avec les systèmes de gouvernance occidentaux », c'est bien la Russie qui est désormais désignée comme l'ennemie publique numéro un. En cause notamment, selon le rapport, sa « déplorable ingérence dans les processus démocratiques de l'Union et des États-Unis », ainsi que ses « campagnes de désinformation » et son « financement de partis extrémistes et d'idéologies révisionnistes ». C'est à une véritable guerre idéologique contre le pays de Vladimir Poutine (photo) qu'appelle le texte, exhortant ouvertement l'UE et les États-Unis à combattre le pouvoir russe



EVGENY PAULINAPISPA

par deux biais principaux : d'abord par un « soutien apporté aux organisations de la société civile russe qui cherche à faire avancer le dialogue sur le pluralisme politique, la représentation et les aspirations démocratiques légitimes du peuple russe » ; ensuite par l'utilisation de « l'internet ouvert pour soutenir des espaces libres et restreindre les technologies oppressives. » Rien de moins qu'un objectif, et un plan, de déstabilisation de la Russie. **A. F.**

Afin de combattre ce « racisme », mais aussi « les discours haineux et la discrimination », le rapport « suggère » en particulier trois initiatives, disséminées tout au long de ses 43 pages : 1°) « la mise en place d'une plateforme permanente de dialogue entre l'Union et les États-Unis »; 2°) le « déploiement » d'un très flou et menaçant « filet de sécurité de politiques anti-discrimination » – prétendant aussi « s'attaquer aux causes du déclin de la confiance publique dans la politique et les institutions »; 3°) l'organisation d'« un sommet mondial contre le racisme et la discrimination dans le monde », par le biais, notamment, d'« actions conjointes en matière de sanctions », décidées à l'issue d'« enquêtes internationales », et fixées selon de nouvelles « règles (idéologiques, donc!) relatives à la conditionnalité de l'aide économique et financière ».

En trois points, la définition d'un nouvel ordre mondial. Avec, aux manettes, Joe Biden. Et l'UE en valet de pied ... **A. F.**

»

Affaire des sous-marins, la trahison de Biden

Humiliation. Applaudie par la France et l'UE, la victoire de Biden a accouché d'une terrible déconvenue pour notre industrie navale et de défense. Et d'un manque à gagner de 50 milliards d'euros. Le prix de notre aveuglement idéologique.

Il devait s'agir du "contrat du siècle": 50 milliards d'euros pour la livraison de douze sous-marins à l'Australie, signé en 2016 avec le constructeur français de matériel militaire Naval Group. Résultat : une pantalonnade diplomatique et financière sans que, jamais, le gouvernement macroniste et l'UE, aveuglés par leur "bidenmania", n'en détectent la moindre trace sur leur sonar.

Il fait beau, depuis, surjouer l'indignation, envoyer forces émissaires, réclamer la « *solidarité européenne* », et passer des coups de fils à Joe Biden : ce mariage qui devait durer au moins cinquante ans n'aura duré que ce que durent mensonges et non-dits. Une nouvelle alliance est née entre l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, laissant la France sur le banc de touche face aux grandes manœuvres Asie-Pacifique destinées à contrer la Chine.

Inauguration du Suffren, le dernier sous-marin nucléaire d'attaque (SNA), de la même classe que le projet australien avorté de sous-marins Attack ▼

Depuis plus d'un an, la nouvelle alliance tripartite négociait dans le dos de la France. Et tandis qu'Emmanuel Macron encensait Biden, celui-ci tirait, en coulisse, les ficelles de cette humiliante annulation...

La France entravée par ses liens avec l'UE et l'Otan

Terrible échec macroniste, qui n'a pas vu venir les doutes et alertes du gouvernement australien, lequel exigeait transfert de technologie et recours à l'industrie locale. Terrible leçon géopolitique et industrielle ensuite : nos "alliés" ne sont rien d'autre que des concurrents, et l'industriel n'a pas su anticiper les problèmes juridiques éventuels. Conséquence : voilà notre industrie militaire et nos chantiers navals plongés dans de profondes incertitudes quant aux futurs marchés mondiaux. Avec, à la clé, des milliers d'emplois menacés.

Nos liens avec l'UE et l'Otan nous entravent, alors que la France aurait pu et dû tisser des relations avec les Américains comme partenaires forts face à la menace chinoise.

Si la seule solution envisagée par l'exécutif est une fautive "autonomie stratégique européenne", alors la souveraineté stratégique et industrielle de notre pays est sérieusement menacée. Cette bataille navale, diplomatique et industrielle perdue sur fond de nouveau recul de la France ne sera pas sans de sévères conséquences, que nos dirigeants, là encore, ne semblent pas comprendre : voilà l'Europe et la France désormais marginalisées dans cette région cruciale du monde.

L. H.

ROMAIN GAILLARD-POOL/SIPA





Notre ami le “sheriff”...

Parcours. Biden n’a pas attendu d’être élu pour montrer son vrai visage : celui d’un interventionniste forcené, qu’il était déjà en Irak. Toujours, bien sûr, au nom des “valeurs”...

C’était en 1997 dans l’émission *Le Grand Échiquier*. Ancien conseiller du président américain Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski résumait ainsi « les trois grands impératifs géostratégiques » des États-Unis : « éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l’état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives. »

Venant après le mandat de “rupture” de Donald Trump, privilégiant son pays sur les relations internationales, la victoire de Joe Biden signe le grand retour de cette ingénierie tous azimuts des États-Unis au niveau mondial – dont la France, notamment, vient d’être victime avec l’annulation de notre “contrat du siècle” de vente de sous-marins à l’Australie (lire page 16)...

Suppôt soumis du nouveau président démocrate, qu’elle appelle désormais à

▲ Joe Biden atterrissant à Bruxelles, au cours de son voyage en Europe, du 11 au 16 juin.

prendre la tête d’une vaste croisade contre les “populistes” (lire page 12), l’Union européenne savait parfaitement à quoi s’en tenir, avant même son élection, au sujet de celui qui, durant toute sa carrière, n’aura cessé de prôner et de pratiquer un interventionnisme forcené.

La guerre en Irak : “une marche vers la paix”

Que ce soit comme membre du comité des affaires étrangères du Sénat américain, ou comme vice-président de Barak Obama, jamais Biden n’a dérogé à cette ligne. Y compris lors du déclenchement de la guerre en Irak, qualifié par lui en octobre 2002 de « marche vers la paix et la sécurité » (sic !), quelques jours avant de voter la résolution autorisant George Bush à mener son opération militaire...

De même, son retrait-débandade d’Afghanistan en août dernier, livrant le pays aux talibans et l’Europe à ses migrants, était-il prévisible. C’est lui, en effet, l’ancien “va-t-en-guerre”, qui, en Irak, sous la férule d’Obama, avait orchestré en 2011 le retour précipité des troupes US. Alors même, comme le résume un haut fonctionnaire américain dans le livre *Joe Biden, le pari de l’Amérique anti-Trump* (Sonia Dridi, Le Rocher, 2021) que « maintenir des forces armées sur différentes bases aurait permis à l’armée américaine d’aider les forces irakiennes à lutter contre Daesh bien plus rapidement et efficacement que ce que l’on a pu faire plus tard. »

Prévisible, aussi, sa “guerre idéologique” à la Russie, passant par un soutien complice à l’égard d’Erdogan, au prétexte que celui-ci s’oppose à Poutine en Ukraine et dans le Caucase. Et qu’importe que le tyran turc islamise son pays, ou se refuse à reconnaître le génocide arménien...

Désormais, plus de distinction entre politique intérieure et extérieure. Au nom des sacro-saintes “valeurs” américaines. Jusqu’où ? À l’inverse de l’UE, suppôt soumis, l’ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine n’est pas le seul à s’inquiéter : « Ce retour à la diplomatie des valeurs peut mener à la croisade », prévenait-il. Nous y sommes. **A.F.**

Les Français et l'UE, la grande désillusion

Enquête. Les résultats de notre vaste étude sur le « *Nous européen* » le révèlent : les Français sont de plus en plus critiques vis-à-vis de l'UE, jugée notamment comme une « *construction artificielle* » et une « *source de défiance* ». Décryptage.

Commandée par la fondation ID (*lire encadré ci-dessous*), cette vaste étude de près de 200 pages est consacrée, pour l'essentiel, au regard des Français, Allemands, Italiens et Polonais sur l'Union européenne.

De (très) loin les plus désabusés, et les plus critiques, il n'y a guère qu'en terme d'image un peu floue – l'idée européenne – que les Français continuent à juger favorablement l'Europe. Ainsi du mot "européen" jugé "positif" (68 %) et ayant "de l'avenir" (64 %). De même – chiffre repris d'une précédente étude – lorsqu'ils répondent à 75 % que "l'Union européenne nous assure la paix".

Tout change lorsqu'on se rapproche du concret. Séquence dégringolade. Citant, là encore, des études antérieures, les données recueillies le révèlent : les "méfiance", "lassitude" et "morosité" des Français – termes

résumant le mieux leur triste "état d'esprit actuel" – pourraient tout aussi bien s'accrocher à leur jugement sur l'Union européenne.

« *L'intérêt de l'institution reste faible et très en retrait (...)*, relèvent les rapporteurs de l'étude. *Elle est également source de défiance, principalement pour son manque de cohésion, parfois de cohérence, et une volonté régulatrice jugée excessive par beaucoup.* » Résultat : les deux tiers des Français disent n'avoir "pas confiance" dans l'UE, le Parlement européen et la Commission (60-62 %) – soit encore moins que chez les... Britanniques ! Mot qui "correspond le mieux" à l'Union européenne selon nos compatriotes : "complexité" (77 %) ; mot qui "correspond le moins" : "prospérité" (56 %).

S'il n'est pas question pour les Français, pour l'heure, de remettre majoritairement en cause notre appartenance à l'UE (une "bonne chose" pour 53 % des sondés), c'est

Une étude 100 % indépendante

Commandée par la fondation ID au sondeur Christophe Gervasi, consultant pendant près de vingt ans pour les plus importants instituts de sondage, cette étude intitulée *Construire un Nous européen* compte 200 pages (*consultable*

sur <https://www.id-france.eu/etude-1/>). Décrite comme une « *démarche exploratoire, sans visée d'exhaustivité, destinée à stimuler la réflexion autour de la notion de "nous" européen positivement connoté* », elle s'appuie à la fois sur une analyse de données déjà

existantes et sur des questions (ouvertes et fermées) posées à un échantillon représentatif de 2 020 habitants de l'UE : plus de 500 Français, Allemands, Italiens et Polonais, sélectionnés selon la méthode des quotas (sexe, âge, milieu social, proximité politique, etc.). **A. F.**

la manière dont a été construite celle-ci, plus encore que son mode de fonctionnement, qui se retrouve dans leur viseur : pour une majorité des Français (54 %), l'UE n'est en effet rien d'autre qu'une "construction artificielle", d'où résulte, écrit l'étude, « une sensation de résignation et de pessimisme par rapport à la manière dont a été gérée l'Europe jusqu'à aujourd'hui ». Sentiment majoritaire des Français sur l'UE : « une Europe "lose-lose" (perdant-perdant) : une alliance vulnérable de 27 pays, mais qui, en même temps, limite leur indépendance. Elle est intrusive à l'intérieur tout en étant faible à l'extérieur. Elle n'est que trop peu la plaque européenne d'équilibre capable de s'opposer aux plaques Asie et Amérique. » « L'idée était belle, semblent-ils dire, mais quel gâchis ensuite ! »

“L'UE affaiblit la maîtrise du destin national”

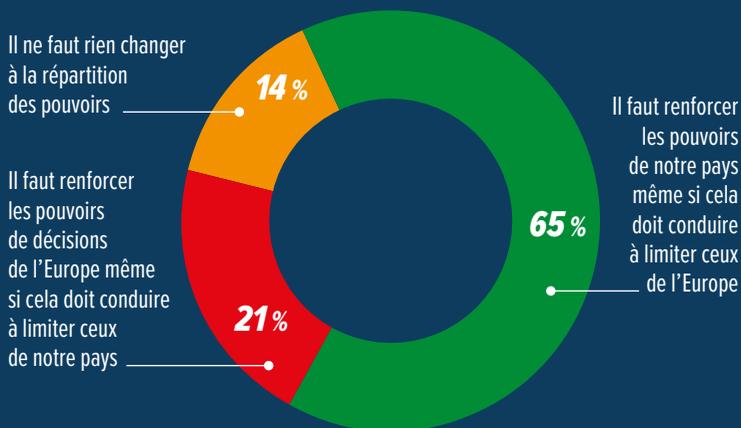
Ce gâchis – l'étude le démontre – c'est la course effrénée à l'effacement des frontières et souverainetés nationales qui en est la cause principale. Pour les Français, résume le rapport, l'Europe est perçue comme « néfaste pour l'identité et la souveraineté des pays, et particulièrement la France. Elle réduit l'indépendance d'action, impose des normes qui se surajoutent à la bureaucratie nationale, affaiblit la maîtrise du destin national. » Aux antipodes de l'idéologie fédéraliste rêvant à une appartenance à l'UE broyant les identités d'origine, seuls 4 % de nos compatriotes se sentent "plus Européen que Français" - soit huit fois moins que ceux se considérant "seulement Français" et "plus Français qu'Européen" (31-36 %)!

Pas question, donc, de voir les États continuer de se diluer au sein des 27! Tout un symbole : les Français sont trois fois plus nombreux à souhaiter « renforcer les pouvoirs de notre pays même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe » (65 %) qu'à prôner l'inverse - renforcer l'Europe au détriment de la France (21 %).

Idée positive, voire "optimiste", d'un côté, "vécu négatif", comme le dit l'étude, de l'autre. Davantage que "pas d'Europe du tout", c'est une "autre Europe" que prônent les Français. L'Europe des Nations. Celle défendue, depuis l'origine, par le RN. **A.F.**

MOINS D'EUROPE, PLUS DE FRANCE

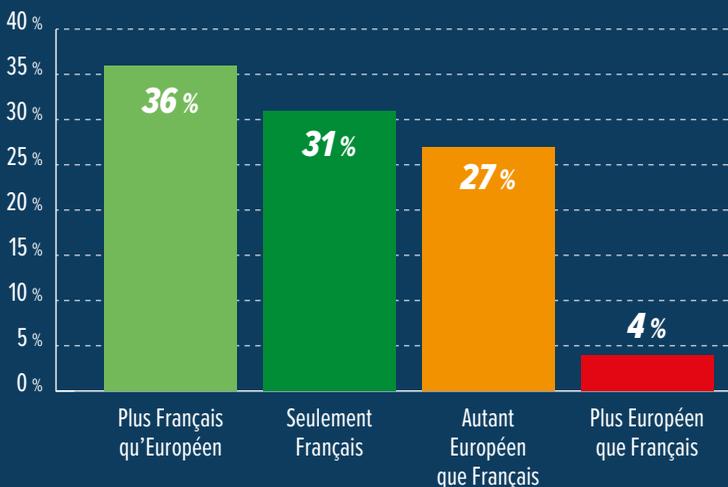
Pour faire face efficacement aux grands problèmes des années à venir, quelle est, selon vous, la meilleure solution ?



Source : étude Cevipof-Le Monde-Fondation Jean Jaurès et Institut Montaigne, 2020

FRANÇAIS D'ABORD

Vous, personnellement, vous sentez-vous... ? *



* Ne se prononcent pas : 2 %
Source : étude Cevipof-Sciences-Po, 2021.

L'UE, UNE "CONSTRUCTION ARTIFICIELLE"

L'UE est une construction artificielle : êtes-vous d'accord avec cette définition ?



Source : étude BVA-Orange, 2019.

Sahel, la France et l'Europe piégées

Terrorisme. Auteure du cahier du Groupe ID, « *Sahel : la France face au terrorisme islamiste* », l'eurodéputée Dominique Bilde pointe les incohérences et insuffisances des actions menées au Mali et dans les quatre autres pays de la région. Enquête-choc.



C'est un conflit dont on parle (trop) peu, excepté pour évoquer, régulièrement, le sacrifice de nos soldats : 52 tués depuis janvier 2013 et le déclenchement, par François Hollande, de l'opération Serval (devenue Barkhane, en s'étendant du Mali à l'ensemble du Sahel). « *Un drame auquel aucun Français ne peut rester insensible* », écrit Dominique Bilde dans son cahier-enquête Sahel, *La*

Le cahier

Publié par la
Délégation française
du Groupe ID, le livret
est disponible sur
[https://www.
id-france.eu/
wp-content/
uploads/2021/10/
cahier-sahel.pdf](https://www.id-france.eu/wp-content/uploads/2021/10/cahier-sahel.pdf)

France face au terrorisme islamiste (consultable sur <https://www.id-france.eu/wp-content/uploads/2021/10/cahier-sahel.pdf>) – 22 pages, toutes sourcées, permettant de mieux comprendre la genèse de cet enlèvement, dont la France et l'UE portent une écrasante responsabilité. En cause, encore et toujours : cette éternelle politique de la « *main qui tremble* ». Main qui tremble au moment d'agir ; main qui tremble au moment de partir...

Tout avait pourtant bien commencé : 1°) un objectif clairement énoncé : empêcher la tentative de coup d'État islamiste au Mali, l'un des cinq pays de la zone Sahel (lire page de droite) ; 2°) une intervention rapidement couronnée de succès : « *recourant aux frappes aériennes, grâce aux Rafales et aux Mirages, les troupes françaises réussissent à réaffirmer l'intégrité territoriale du Mali en seulement quatre mois – stratégie qualifiée de "fulgurance stratégique"* », rappelle Dominique Bilde.

Problème : passé ce bref temps de clairvoyance, suivront sept années, ou presque, d'incohérences et d'insuffisances. Alors que « *l'opération Barkhane a rapidement buté sur la stratégie de harcèlement des groupes djihadistes, qui ne sont pas en mesure d'affronter l'armée française* », décrypte l'eurodéputée, l'Élysée n'a jamais pris la mesure de cette nouvelle donne. De cette nouvelle guerre. Oscillant comme deux jumeaux entre stratégie d'engagement et stratégie d'évitement, Hollande et Macron se sont refusés de fournir à nos soldats les moyens nécessaires pour briser cette rébellion.

Idem pour l'UE, tout aussi frileuse. De l'argent, oui, des armes, non... Explications : « *Si l'Union européenne et les États membres ont engagé 147 millions d'euros en soutien au G5 Sahel (réunissant les cinq pays) (...) le principal instrument financier de soutien aux armées du G5 Sahel (l'African Peace Facility), exclut explicitement la fourniture d'équipements de combat (munitions, etc.)* »

À cette frilosité de l'UE s'ajoute l'absence de solidarité des États membres, dont seule une partie d'entre eux a « *soutenu militairement l'opération Barkhane au-delà de la fourniture (parfois précieuse) d'équipements* ». Un « *manque d'enthousiasme* » confirmé, en janvier 2020, par « *le lancement laborieux de la force spéciale Tabuka,*



◀ Carte du Sahel et de l'opération Barkhane. Au moment où nous bouclions, 52 soldats français y étaient tombés.

Repères

5 millions

Le nombre de km² occupés, en Afrique occidentale, par les 5 pays à majorité musulmane constituant le Sahel : Mauritanie, Burkina-Fasso, Mali, Niger et Tchad. Soit huit fois la superficie de la France !

8 millions

Le nombre estimé d'armes en circulation au Sahel. Les combattants se fournissent notamment en Libye voisine, devenue un carrefour du trafic d'armes.

160 millions

En dollars, le profit estimé des rançons obtenues entre 2003 et 2013 par les organisations djihadistes du Sahel à la suite d'enlèvements de personnes.

362 millions

Le nombre de jeunes Africains (15-24 ans) en Afrique à l'horizon 2050 – soit trois fois plus qu'en Chine !

inaugurée dans le cadre de la « Coalition pour le Sahel » initiée lors du sommet de Pau ». Deux mois plus tard, relève-t-elle, « le dispositif ne rassemblait encore que la Belgique, le Danemark, l'Estonie, les Pays-Bas et le Portugal ».

La menace d'une «déferlante migratoire inédite»

Circonstance aggravante : non seulement les troupes régulières anti-djihadistes des cinq pays du Sahel se sont retrouvées insuffisamment armées, mais encore l'argent (des contribuables européens) déversé à flot l'a-t-il été, trop souvent, mal à propos. En cause, notamment, « les besoins réels des pays bénéficiaires (...) mal évalués ». Tout un symbole : les « réserves » émises en 2018 par la... Cour européenne des comptes !

Côté français comme côté UE, mais aussi à l'ONU, le même corset idéologico-technocratique. La même incapacité à trancher entre humanisme et interventionnisme. Butant sur cette impuissance française et européenne face à des djihadistes implacables et surarmés, « certains États africains sont tentés de se tourner

vers des partenaires moins frileux, à l'instar de la Russie, qui multiplie les accords de coopération en matière de défense sur le continent africain. »

Perte d'influence et de crédibilité, donc, péril djihadiste non-réglé, milliards dilapidés, et surtout soldats qui continuent à tomber... : huit ans après le début du conflit, voilà la France piégée dans son propre borborygme. Avec une (nouvelle) question sans réponse : comment en sortir ? « Certes, l'annonce du président de la République concernant la fin de l'opération tranche provisoirement le nœud gordien, en évitant un enlisement dans un Afghanistan à la française », écrit Dominique Bilde. Pour autant, prévient-elle, il serait « illusoire de croire que cette initiative – qui semble davantage relever de l'opportunisme électoral à l'orée de la présidentielle, que d'une stratégie mûrement réfléchie – résout de façon définitive la question de l'engagement militaire français dans la région. » Sans oublier celle, cruciale, d'une « éventuelle déstabilisation de cette zone subsaharienne », entraînant « une déferlante migratoire inédite ».

Une menace majeure que, là encore, la France et l'UE, plutôt que de s'y préparer, ont choisi d'occulter... **A. F.**

Pologne, le double discours de l'UE

Tir de barrage. Tsunami contre la Cour constitutionnelle de Pologne d'un côté, silence politico-médiatique contre l'Allemagne pour des décisions juridiques similaires de l'autre. Les raisons de ce "deux poids deux mesures".

Si l'offensive anti-polonaise de l'UE traduit dans les faits, pour ceux qui en doutaient, la perte de souveraineté des nations au profit exclusif de celle de l'UE (lire l'éditorial de Jérôme Rivière, page 3), cet épisode révèle aussi le "deux poids deux mesures" auxquels sont soumis les États-membres selon qu'ils se situent, ou pas, dans la ligne bien-pensante de Bruxelles.

Qui, ainsi, s'est offusqué, en 2009, de l'arrêt Solange de la cour constitutionnelle de Karlsruhe, rappelant qu'« aucun peuple européen unifié (...) ne pourra exprimer une volonté majoritaire par des voies politiques effectives, les peuples de l'Union, constitués dans les États-membres, demeurent les titulaires exclusifs de l'autorité publique. » Titulaires exclusifs !

Une position réitérée le 5 mai dernier par un arrêt remettant en cause la supériorité du droit européen sur le droit

Constitution et drapeau polonais brandis par un manifestant. S'y référer est considéré par l'UE comme "gravissime". ▼

national – donc ne signifiant rien d'autre que celui du tribunal constitutionnel polonais – qui est passé plus discrètement au niveau européen, quoique la Commission européenne ait annoncé l'ouverture d'une procédure d'infraction contre l'Allemagne, « pour violations des principes fondamentaux du droit de l'Union ». Rien, pas une once de polémique ! Et pour cause : non seulement l'Allemagne est le plus puissant des 27, mais encore son engagement européen ne souffre-t-il pas du moindre écart – tout au contraire. Qu'importe les mots, donc, dès lors que l'on sait le pays irréductiblement arrimé à l'UE et à ses sacro-saintes "valeurs".

Tel n'est pas le cas pour la Pologne qui, si elle ne remet nullement en cause son appartenance à l'Union – « notre famille », a répété son premier ministre – ne fait pas mystère, en politique intérieure comme étrangère, de demeurer – pour reprendre les mots de Karlsruhe – « titulaire exclusive » de son « autorité publique ».

Bien-pensance allemande contre politiquement incorrect polonais...

D'où, aussi, l'effarant tir de barrage qu'elle a dû, au contraire de l'Allemagne, subir de la part des dirigeants de l'UE. Haro sur le suspect de "nationalisme" et de "conservatisme" ! Se disant « profondément inquiète », Ursula von der Leyen a dénoncé, dans l'arrêt du tribunal de Varsovie, un texte qui « remet en question les fondements de l'UE ». La Pologne « joue avec le feu » et peut provoquer une « rupture » a renchéri le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères. Jusqu'à Clément Beaune, notre secrétaire d'État aux Affaires européennes fustigeant une « attaque contre l'UE » qualifiée de « gravissime ». Et l'ensemble, agitant le spectre de sanctions, voire d'exclusions, de réclamer d'« agir tout de suite » contre l'impétrante...

Ce "deux poids deux mesures" a été justement souligné par le Groupe ID lequel l'a rappelé : « Par un acte de juges qui ne diffère en rien de la procédure de la cour de Karlsruhe, tout à fait admise s'agissant de l'Allemagne, la Pologne est venue rappeler à une Union européenne tentée par l'établissement d'une dictature jacobine que chaque peuple est fondé à définir ses lois. » ●



ALIK KEPLICZ/AP/SPA

PFUE, Macron au service de Macron

Objectif caché. Cumulant, à partir du 1^{er} janvier, la tête du Conseil de l'Union européenne et son statut de président-candidat en France, Macron entend se servir de la première comme tremplin pour le second. Décryptage.

Emmanuel
Macron
à Bruxelles ▼

À lire les « priorités » du programme d'Emmanuel Macron, c'est plus un candidat à l'élection présidentielle française qu'un président du Conseil de l'Europe qui prendra ses fonctions le 1^{er} janvier prochain à Bruxelles. Outre le coût exorbitant – un million d'euros par jour ! – qu'a déjà budgété l'Élysée pour faire la promotion, en pleine campagne présidentielle, de "Macron patron de l'Europe", le catalogue à la Prévert de ses engagements ressemble en effet davantage à un programme électoral à visée franco-française qu'à un véritable agenda politique européen.

Enfilage de perles "politiquement correctes", ses propositions s'alignent, dans leurs grandes lignes, sur son discours de président de la République française candidat à sa réélection. Concernant son projet d'avancer sur un Smic européen dont « le but poursuivi consiste à faire en sorte que les rémunérations minimales offrent un niveau de vie digne à ceux qui les touchent », le sujet, il le sait, est même très clairement de la compétence des États membres, et non de l'UE. « Une mesure de Smic européen aurait un effet délétère sur l'économie de l'Union » a même commenté le pourtant très macroniste commissaire à l'emploi, Nicolas Schmit.

Pas touche aux institutions européennes !

Concernant son (louable) objectif d'exiger des produits importés les « mêmes standards environnementaux et sanitaires que pour les productions européennes », qui, de même, peut imaginer que Macron puisse réaliser en six mois (s'il est réélu...), ce qu'il n'est pas parvenu



JOHN THYS/APSIPA

Le chiffre

170

C'est, en millions d'euros, ce que va coûter aux Français la présidence du Conseil de l'UE de Macron. La même somme, incluant les "coûts cachés" débusqués alors par la Cour des comptes, qui avait été dépensés en 2009 sous celle de Sarkozy. Soit environ... un million d'euros par jour !

à faire bouger d'un iota – quand il ne s'y est pas opposé ! – en presque cinq ans à la tête de la France, membre parmi les plus influents de l'UE ?

Tout le reste, ou presque, ressort des mêmes vœux pieux, destinés prioritairement à influencer sur l'opinion française, mobiliser son camp et élargir son électorat, que sur le devenir de l'Europe : lutter contre l'entrée des pesticides et la « déforestation importée », progresser vers « l'Europe de la santé », plus dialoguer avec l'Afrique, offrir de « nouvelles perspectives pour la jeunesse », ou encore promouvoir « un espace commun des frontières, de l'asile et de l'immigration » – sans, au passage, ni murs de protection, ni politique de refoulement des migrants...

Pas une référence, une seule, en revanche, sur la réforme du fonctionnement des institutions européennes. Où il se trouve si bien, et dont chaque jour démontre pourtant l'inefficacité et le pouvoir de nuisance...

A. F.

Protégeons notre agriculture ultramarine !

Outre-mer. Avec un volonté de protectionnisme, nous pourrions protéger nos productions ultramarines. Et leur ouvrir plus largement le marché européen.



Par **Maxette Pirbakas**
Députée française RN
au Parlement européen

Au cœur des cinq océans et des cinq continents, l'outre-mer est un atout considérable pour la France, qui bénéficie de régions ultrapériphériques qui sont des outils économiques, touristiques, agricoles, artisanaux et de pêche importants.

Mais ces territoires subissent un éloignement géographique et une insularité qui doivent les conduire, selon l'article 349 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), à pouvoir bénéficier de différents régimes d'aides et de protections pour pallier leur situation insulaire.

Trésor de l'outre-mer, la banane des Antilles, que défend Maxette Pirbakas, est, parmi d'autres, frappée de plein fouet par la concurrence internationale déloyale. ▼



Au niveau français, le marché intérieur ne favorise pas assez l'importation de produits ultramarins, bien souvent de meilleure qualité pour la santé. La France doit absolument se saisir de la richesse ultramarine, notamment de nos cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane et Mayotte), pour aider les entrepreneurs ultramarins et l'ensemble des cycles de production (agriculteurs, maraîchers, diversification, pêcheurs, producteurs, artisans, etc.)

Prenons l'exemple de la banane. Il existe des centaines de producteurs antillais (Guadeloupe et Martinique) qui fournissent environ 30% de la consommation hexagonale, et subissent de plein fouet la concurrence internationale déloyale, avec parfois l'obligation de vendre à perte des produits en Europe de l'Est.

La banane antillaise est bien meilleure pour la santé grâce une agriculture raisonnée et un cahier des charges respecté, contrairement, par exemple, à celle du Costa Rica, nettement moins réglementée.

Ces productions sont françaises et très respectueuses de l'environnement; avec la volonté de faire du "made in France", et donc du protectionnisme, nous pourrions protéger nos productions ultramarines mais aussi aider nos producteurs qui en ont besoin. Des milliers d'emplois directs et indirects en dépendent !

Permettant de satisfaire le consommateur français et d'aider le producteur ultramarin, un protectionnisme intelligent est possible : ce sont les positions que je défends en commission agricole, pêche et fonds européens, en tant que référente des outre-mer pour mon groupe Identité et Démocratie.

Je travaille assidument chaque jour à défendre les secteurs sensibles du rhum, de la canne à sucre, de la banane, du maraîchage et bien d'autres. Mais aussi sur des sujets comme le maintien de l'usine sucrière de Grande-Anse, à Marie-Galante, qui est menacée alors qu'elle est le poumon économique de cette île, sans oublier les usines de canne de Martinique et de la Réunion.

Je le fais pour défendre mes compatriotes des cinq départements d'outre-mer au Parlement européen.

« *An La eve zot, An la epi zot* » (je ne lâche rien je suis avec vous). ●

Coût faramineux de l'immigration, pourquoi nous le cacher ?

Omerta. Parmi les grands secrets de la République, il y en a un qui est aussi bien et peut-être mieux gardé que le code nucléaire : le coût de l'immigration. Une étude publiée aux Pays-Bas permet d'en mesurer l'ampleur.



Par **Philippe Olivier**
Député français RN
au Parlement européen



KAMBER AJDIN

Concernant le coût de l'immigration, seuls quelques chiffres officiels apparaissent ponctuellement : 2 milliards d'euros pour les migrants mineurs (source : association des départements de France), 1 à 2 milliards pour l'AME... Mais les pouvoirs publics se gardent de rendre public le coût global.

Cette discrétion est d'autant plus suspecte que la France est connue pour l'omniprésence de son administration si habituellement prompte à tout calculer. On connaîtrait la valeur du moindre balai dans le placard d'une école, mais on ignorerait des actions publiques qui se chiffrent en centaines de milliards...

Une étude qui vient de sortir aux Pays-Bas lève le voile. Émanant de quatre universitaires de renom, totalement impartiaux, elle révèle le coût global exorbitant de l'immigration chez nos voisins néerlandais : en 25 ans, de 1995 à 2020, celle-ci aura coûté à la Hollande 400 milliards d'euros.

Pour les vingt prochaines années, ces universitaires évaluent le coût à 600 milliards supplémentaires. Soit en tout, pour ce pays de moins de 18 millions d'habitants, 1 000 milliards d'euros en 45 ans !

Si l'on reporte ce chiffre à la France, où notre État-providence est plus généreux et l'immigration plus importante qu'en

▲ *Migrants dans les Balkans. Leur accueil en France coûte des milliards aux contribuables.*

Hollande, on arrive à une estimation de 3 000 à 4 000 milliards d'euros.

Une somme qui nous permettrait de rembourser intégralement la dette de la France et de disposer d'un pactole de 1 000 milliards d'euros pour investir dans l'avenir : santé, sécurité, filières industrielles, écoles, spatial, intelligence artificielle...

Comment, dans ces conditions, admettre que le "Pacte des migrations" de l'UE, qui va organiser la venue puis l'accueil de 70 millions de migrants supplémentaires, n'ait pas fait l'objet de la moindre étude d'impact ? Celle-ci est annoncée, mais après l'élection présidentielle française.

Est-ce bien sérieux ? Pas un gestionnaire n'engagerait un projet sans en évaluer les conséquences et donc, avant toute décision d'engagement, le coût final.

En matière publique, cette exigence relève non seulement de la compétence mais aussi de la nécessaire transparence démocratique.

Cette exigence de vérité s'impose d'autant plus que cette immigration/submersion n'aura pas seulement pour les pays d'Europe un impact comptable. Mais affectera, par son ampleur, la stabilité et la sécurité de nos sociétés toutes entières. ●

Nos pêcheurs trahis par les eurocrates

Post-Brexit. Voilà presque neuf mois que le Royaume-Uni a entamé son divorce avec l'Union européenne. Et les pêcheurs de la façade Nord demeurent dans une fatale incertitude.



Par **France Jamet**
Députée française RN
au Parlement européen

Ce n'est guère un secret : la nécessité de préserver l'accès aux eaux territoriales britanniques avait servi de levier politique au Royaume-Uni pour que les négociateurs européens puissent céder sur tout le reste. Même si, à terme, l'UE devait renoncer au quart de ses quotas de pêche, elle avait évité la catastrophe : après de laborieuses négociations, l'Accord de commerce et de coopération (ACC) prévoit ainsi que les pêcheurs européens peuvent continuer

En première ligne pour la défense de nos pêcheurs, France Jamet n'a cessé de tirer le signal d'alarme face à l'indifférence de l'UE. ▼

à se rendre dans les eaux britanniques grâce à une licence, obtenue sous condition de pouvoir prouver qu'ils pêchaient dans cette zone auparavant. En théorie.

En pratique, les Britanniques, qui ont toujours eu à cœur de défendre leurs intérêts d'abord, connaissent l'inertie des dirigeants européistes et ne se privent pas pour en profiter. C'est ainsi qu'ils font leur possible pour ne pas respecter leur part de l'accord. Tantôt ceux-ci contrôlent sommairement les navires français sur des mesures techniques prononcées sans délai de mise en œuvre. Tantôt ils refusent de reconnaître leurs preuves d'antériorité d'activité, parce que le bateau en question n'est pas doté d'un système de localisation satellitaire, ou encore parce que les autorités britanniques ne prennent pas en compte le remplacement d'unités plus anciennes par des navires neufs.

Priorité au commerce international sur nos intérêts nationaux.

Sur les 87 nouvelles demandes françaises recensées par Paris, seules 12 ont été acceptées. Au total, en incluant les autorisations délivrées précédemment par Londres, 100 licences sur 175 ont été accordées. On est loin des promesses annoncées par Londres l'hiver dernier. Depuis le 1^{er} janvier, c'est un nombre considérable de pêcheurs qui, surtout dans les Hauts-de-France, ont perdu l'accès à leur zone de pêche historique ; et les conséquences en sont désastreuses.

Le cas des îles anglo-normandes au large du Cotentin constitue une situation particulière, mais non moins problématique. Là-bas s'y délivrent des autorisations de pêche provisoires. Guernesey a délivré à ce jour 168 licences provisoires, et Jersey 177, contre seulement 47 licences définitives. Ces autorisations provisoires qui ont expiré le 30 septembre n'ont pas toutes été renouvelées.

C'est, fatalement, un résultat auquel on ne pouvait que s'attendre avec cette Union européenne qui, par la voix de son négociateur en chef, Michel Barnier, a privilégié les intérêts du grand commerce international au détriment de notre pêche et de nos intérêts nationaux. ●





Faire face à la nouvelle concurrence américaine

Économie. L'Amérique de Biden rompant avec sa tradition de libre-échange, il est grand temps pour l'Europe et ses nations de réagir. En se donnant les moyens de renouer avec notre indépendance et notre autonomie industrielle.



Par **Hervé Juvin**
Député français RN
au Parlement européen

▲ **Traders à Wall-Street.**
Selon **Hervé Juvin**,
« nous sommes face à des concurrents en train de développer des politiques de nationalisme économique sans limites. »

Au Parlement européen, la Commission INTA, qui traite des sujets du commerce international, s'intéresse donc aux relations entre l'Union européenne et les États-Unis. Ce vaste sujet est en train d'être largement discuté.

Si le *"Buy American Act"* a été mis en avant par l'administration Trump, la politique du *"Defense Protection Act"*, qui essaya de sécuriser la chaîne d'approvisionnement

de tout le complexe militaro-industriel américain, est plus méconnue.

En outre, en juin dernier, sous la présidence de Joe Biden, le Sénat américain a voté un nouvel *"Act"* s'intitulant : *"Innovation and Competition Act"*.

Ce nouvel *"Act"* est salué aux États-Unis comme la décision de l'intervention de l'État dans l'économie la plus importante depuis peut-être un demi-siècle.

Quelle conséquence faut-il en tirer? Tout simplement que les États-Unis rompent délibérément avec leur tradition du libre-échange, ainsi, de fait, qu'avec celle du laisser-faire.

Les États-Unis sont en train d'affirmer une politique de volontarisme industriel, de maîtrise de leur chaîne d'approvisionnement, et de reconquête de leur autonomie stratégique dans les secteurs décisifs.

Ils le font en comptant sur la force du marché, et en essayant de libérer l'esprit d'entreprise dans un sens conforme à leurs intérêts nationaux, qui va conforter l'autonomie stratégique de leur État.

Relocaliser nos activités stratégiques

Nous assistons ainsi probablement à la fin de l'idéologie du libre-échange qui n'aura servi qu'à lamener les classes moyennes, ruiner le tissu industriel local et national, et faire les beaux jours de la Chine.

Pour l'Union européenne, il est grand temps d'en prendre conscience : nous sommes face à des concurrents en train de développer des politiques de patriotisme ou de nationalisme économique sans limite, sans retenue, et sans beaucoup de considération vis-à-vis de leurs alliés.

Il est temps que l'UE et les nations qui la composent se donnent les moyens de retrouver leur indépendance et leur autonomie industrielle. Il est temps de procéder à la relocalisation des activités stratégiques.

Cela pourrait se faire dans le marché, par le marché, avec les entreprises et par les entreprises, en mobilisant l'investissement local et l'esprit national dans tous les domaines décisifs.

C'est assurément l'une des clés de l'avenir de l'Union européenne et de nos nations. ●



Mon questionnaire de Proust par Aurélia Beigneux

Députée française RN
au Parlement européen.

- ▶ **Ma vertu préférée :** La loyauté
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :** La sincérité
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**
La droiture
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :** L'élégance
- ▶ **Mon principal défaut :** L'exigence
- ▶ **Ma principale qualité :** La fidélité
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :**
La confiance
- ▶ **Mon occupation préférée :**
Être avec mes enfants
- ▶ **Mon rêve de bonheur :**
Que la France retrouve ses valeurs et sa grandeur
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**
Qu'il arrive quelque chose à mes enfants,
comme toutes les mamans je pense
- ▶ **A part moi-même qui voudrais-je être ?**
Personne
- ▶ **Le pays où j'aimerais vivre :** Mon pays, la France
- ▶ **La couleur que je préfère :**
Incontestablement le bleu marine
- ▶ **La fleur que je préfère :**
La pivoine, élégante à chaque étape de sa floraison
- ▶ **L'oiseau que je préfère :** La tourterelle rieuse
- ▶ **Mes auteurs favoris en prose :** Maurice Druon,
Maurice G. Dantec, Michel Houellebecq
- ▶ **Mes poètes préférés :**
Victor Hugo, Arthur Rimbaud
- ▶ **Mes héros dans la fiction :**
Charles Carson, Thomas Magnum
- ▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**
Jessica Fletcher, Miss Marple, Jennifer Hart
- ▶ **Mes compositeurs préférés :** William Sheller, Pete
Doherty, Pixies, Metronomy, The Strokes, Phoenix
- ▶ **Mes peintres préférés :**
Berthe Morisot, Elisabeth Vigée Le Brun
- ▶ **Mes héros dans la vie réelle :**
Mon grand-père résistant
- ▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**
Brigitte Bardot, pour son engagement sans faille
en faveur de la cause animale et Marine Le Pen
pour son courage et sa pugnacité
- ▶ **Mes héros dans l'histoire :**
Jeanne D'Arc, le Général De Gaulle
- ▶ **Ce que je déteste le plus :**
L'arrogance et la suffisance



- ▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :**
Phalaris d'Agrigente
- ▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :**
La loi relative au regroupement familial
- ▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :**
La bataille de Verdun
- ▶ **La réforme que j'estime le plus :**
La réforme du Code civil de 2015 qui considère
que les animaux sont des êtres vivants dotés
de sensibilité
- ▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**
Le don d'ubiquité
- ▶ **Comment j'aimerais mourir :** Dignement
- ▶ **L'état présent de mon esprit :** Libre
- ▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**
La maladresse
- ▶ **Ma devise :** « Un homme cruel avec les animaux
ne peut être un homme bon »



Mon questionnaire de Proust par **Thierry Mariani**

- ▶ **Ma vertu préférée :** La franchise
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :** La persévérance
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**
Le courage
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :**
Le courage
- ▶ **Mon principal défaut :** L'impatience
- ▶ **Ma principale qualité :** L'énergie
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :** La fidélité
- ▶ **Mon occupation préférée :**
Défendre les intérêts de la France
- ▶ **Mon rêve de bonheur :** La sérénité
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**
Perdre toute utilité au service de mon pays
- ▶ **A part moi-même qui voudrais-je être ?**
Un reporter de guerre
- ▶ **Le pays où j'aimerais vivre :** Rien ne vaut la France
- ▶ **La couleur que je préfère :** Le bleu
- ▶ **La fleur que je préfère :** Le coquelicot
- ▶ **L'oiseau que je préfère :** L'hirondelle
- ▶ **Mes auteurs favoris en prose :**
Jean Giono et Jean Raspail
- ▶ **Mes poètes préférés :**
Blaise Cendrars et Frédéric Mistral
- ▶ **Mes héros dans la fiction :** Gladiator
- ▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**
Nikita dans la chanson d'Elton John

- ▶ **Mes compositeurs préférés :** Verdi, Puccini
- ▶ **Mes peintres préférés :** Malevitch
- ▶ **Mes héros dans la vie réelle :**
Nos forces de sécurité et nos militaires
- ▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**
Nos forces de sécurité et nos militaires
- ▶ **Mes héros dans l'histoire :** De Gaulle
- ▶ **Ce que je déteste le plus :** L'ennui
- ▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :**
Jean Monnet
- ▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :**
Le mensonge américain sur les armes de destruction massive en Irak
- ▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :**
Le serment de Tobrouk
- ▶ **La réforme que j'estime le plus :**
La réforme donnant la nationalité française aux militaires de la Légion étrangère qui ont donné leur vie à la France
- ▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**
L'agilité des chats
- ▶ **Comment j'aimerais mourir :** Sur le coup
- ▶ **L'état présent de mon esprit :** Circonspect
- ▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**
Les excès d'engouement
- ▶ **Ma devise :** « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer »



Député
français RN
au Parlement
européen.

D.R.

Plaidoyer pour la littérature

Déconstruction. Le philosophe et académicien Alain Finkelkraut dénonce, dans un recueil d'essais *“L'après littérature”*, un monde ravagé par le néo-féminisme simplificateur, l'antiracisme délirant, l'anti-spécisme absurde et l'écologisme aveugle.

“ **L**e mensonge s'installe, la laideur se répand, l'art est en train de perdre la bataille. C'est un crève-cœur ». Pessimiste, Alain Finkelkraut l'est depuis longtemps, mais l'époque trop pleine de bons sentiments et de redresseurs de soit-disant torts, de l'opéra à la télévision, de la littérature au journalisme, n'incite guère à l'optimisme.

Que l'on ne s'y méprenne pas, il s'agit ici d'un essai à la fois politique et littéraire, s'appuyant sur des événements ayant défrayé la chronique, où le gauchisme fait régner un terrorisme intellectuel des plus menaçants. Le communisme est derrière nous mais d'autres idéologies s'imposent désormais, tandis que la pensée littéraire s'éloigne.

Ainsi, avec le règne simplificateur de l'idéologie s'affrontent deux camps, les dominants versus les « *domin.é.e.s* » tandis qu'au contraire, la littérature, « *c'est l'exploration inlassable de la pluralité humaine* ». C'est la politisation de tout et l'on commande désormais à l'art et notamment à la littérature, de devoir servir à quelque chose, d'avoir une utilité pour ces nouveaux justiciers, tel l'auteur Edouard Louis qui estime que « *si on n'écrit pas pour lutter contre le racisme, ça ne sert à rien d'écrire* ».

Les éveillés, les sachant, ceux sensibles à toutes les injustices, aux discriminations et qui regardent les œuvres de haut, les jugeant à l'aune de leurs indignations et combats du moment sont désormais légion. Si ces œuvres sont aveugles aux luttes du jour, alors il faudra les déconstruire, car il n'y a rien à apprendre

d'elles. Le présent se suffit à lui-même. Qu'on se souvienne de l'épisode *Black Lives Matter* où soudainement de Nike à Coca en passant par la moindre marque de vêtements, tous soudain étaient partisans de la cause afro-américaine, soutenus à la fois par les médias et le capitalisme le plus outrageux.

Cancel culture, wokisme, et dictature du politiquement correct

Les exemples de la déconstruction abondent. Quand Munich envisage de débaptiser ses rues Richard Strauss et Richard Wagner mais que Cologne autorise l'appel à la prière musulmane dans toute la ville désormais tous les vendredis, que faut-il en déduire, sinon que la repentance et le multikulti ravagent l'Europe ?

« *Tout est culturel* », dit-on, et, dans une société devenue multiethnique, chaque communauté se croit autorisée à revendiquer sa culture à égalité avec toutes les autres ». Abolir les hiérarchies est le grand mot d'ordre actuel, de l'école à l'art, ruinant l'autorité du maître, sabordant le fragile esquif de l'art, comme cette commémoration de la bataille de Verdun en 2016 où le rappeur Black M était présenté pour s'agiter sur les tombes. Heureusement dans *L'après littérature*, les écrivains abondent, de Milan Kundera à Philip Roth, convoqués pour contrebalancer l'ordre moral ici dénoncé qui s'est abattu sur la vie de l'esprit.

Comme Crébillon fils, Finkelkraut peut dire « *J'ai perdu le fil de mon temps* ». À nous d'essayer de le renouer.

LAURENT HUSSER

Le livre

L'après littérature,
par Alain Finkelkraut,
Stock, 140 pages
19,50 €





**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**



CAHIERS THÉMATIQUES



À TÉLÉCHARGER SUR ID-FRANCE.EU

Ces cahiers sont réalisés par la **Délégation française du Groupe ID**

POUR RECEVOIR UN EXEMPLAIRE GRACIEUSEMENT
veuillez envoyer par e-mail ou par courrier postal votre demande à

Groupe ID - Laurent HUSSER
ATR 07K066 - Rue Wiertz, 60
1047 Bruxelles - Belgique
laurent.husser@europarl.europa.eu

Ces magazines sont réalisés par la **Délégation française du Groupe ID**



À TÉLÉCHARGER SUR ID-FRANCE.EU

POUR RECEVOIR UN EXEMPLAIRE GRACIEUSEMENT
veuillez envoyer par e-mail ou par courrier postal votre demande à

Groupe ID - Laurent HUSSER
ATR 07K066 - Rue Wiertz, 60
1047 Bruxelles - Belgique
laurent.husser@europarl.europa.eu